

Résolution Comité central syndicom, 23 juin 2017

Stopper l'attaque sur le service public – prendre la population au sérieux!

Le 26 octobre 2016, La Poste annonçait son intention de fermer 500 à 600 offices de poste dans toute la Suisse. Elle a mené ensuite avec chaque canton des discussions sur le réseau postal du futur pour chercher des complices. Le résultat de ces discussions est aujourd'hui inscrit noir sur blanc: 459 offices de poste sont sous examen – en d'autres termes fermés. Plus d'un tiers des offices encore ouverts disparaîtront et les employé-e-s concernés perdront leur emploi. Depuis octobre dernier, 105 offices de poste ont déjà fermé leurs portes ou se trouvent en processus d'examen. La Poste cherche à édulcorer le démantèlement au lieu de dire la vérité.

Une pause immédiate s'impose

Plusieurs interventions et motions de tous les partis ont été acceptées à une grande majorité au Parlement national. Elles exigent des garde-fous légaux plus stricts pour l'activité opérationnelle de La Poste. En parallèle, plus de 60'000 signatures ont été récoltées dans toute la Suisse – par le biais de pétitions locales – pour le maintien de l'office de poste du village ou du quartier. Jusqu'à présent, La Poste ignore la classe politique et la population. Raison pour laquelle nous exigeons de mettre un terme au démantèlement du service public et aux fermetures des offices de poste. Un véritable dialogue avec les parties prenantes est indispensable si La Poste est vraiment intéressée à un avenir prometteur pour le réseau postal.

Prendre ses responsabilités sociales

L'annonce de supprimer 1'200 emplois pose la question de savoir ce qu'il adviendra des personnes concernées. Mis à part de belles paroles, La Poste ne s'est pas exprimée sur des mesures concrètes visant à éviter des licenciements. Par conséquent, syndicom exige que La Poste renonce à toute autre fermeture jusqu'à l'élaboration commune d'un masterplan pour empêcher des licenciements. D'ici là, la responsabilité sociale de La Poste ne demeurera qu'un beau discours.

Que se passera-t-il après 2020?

Le manque de stratégie de La Poste est patent. Elle ne donne aucune garantie au sujet du réseau postal après 2020. Selon ses propres déclarations, elle n'est pas en mesure d'envisager un réseau du futur, encore moins de le concrétiser. Ceci ne laisse rien présager de bon. syndicom propose de poursuivre le dialogue d'égal à égal. Si La Poste refuse, elle risque de devoir annoncer délibérément le prochain démantèlement en 2020.

Le fonds de lutte reste ouvert

Les plans de La Poste menacent de devenir le prototype d'autres démantèlements du service public. Il est donc essentiel que les syndicats et les milieux politiques réagissent fermement. C'est pourquoi le fonds de lutte de syndicom reste ouvert. syndicom combattra par tous les moyens l'hémorragie des offices de poste et s'engagera pour un réseau postal du futur.